



**La CFTC-POLICE dénonce l'asservissement du syndicalisme dans son journal de propagande et remercie M. Jean-Paul BACHET de confirmer nos écrits !
Votez CFTC POLICE pour reprendre votre LIBERTE !**

Du 25 au 28 janvier, les PV, les contrôles d'alcoolémie et les gardes à vue pourraient être moins nombreux. Les 145 000 policiers auront en effet autre chose à faire que de s'occuper de leurs « clients » ils doivent désigner leurs représentants syndicaux. Dans les commissariats, les consignes sont au « rabattage » (sic!) pour faire voter les collègues. L'enjeu n'est pas mince être le syndicat partenaire privilégié du ministère de l'Intérieur, l'interlocuteur avec lequel seront négociés carrières et avancements. « **Tout cela est parfaitement sous contrôle** » dit en souriant un proche de Brice Hortefeux. Voici comment... D'abord, grâce au financement des organisations professionnelles. Chaque année, l'Etat leur octroie, au prorata de leur poids électoral, plus de 1,5 million d'euros. Une subvention, pudiquement baptisée « droits nouveaux », qui permet aux syndicats de louer des locaux ou de payer leurs frais de bouche. En fait, une véritable mise sous tutelle financière, instaurée depuis 1995. **L'Intérieur cossu** Cette année-là, les flics se sont vus interdire le recours aux « régies publicitaires ». Pour financer leur boutique, les poulets vendaient à des commerçants des espaces publicitaires dans leurs journaux. **Ce qui a donné lieu,**

comme le reconnaît, en maniant la litote, un ex-dirigeant syndical, « à quelques pratiques abusives ». Et illégales, du genre dessous-de-table et, surtout racket. Ces pratiques ont conduit au dépôt plusieurs secrétaires généraux de syndicats. Une péripétie inimaginable aujourd'hui : leurs successeurs n'ont plus de problème d'argent puisque l'Etat le leur donne. Et les tient... Les syndicalistes surtout à la veille d'élections, se dépensent sans compter. Et dépensent aussi pas mal. « **Lorsque tu es permanent, c'est « full crédit ! »** raconte un CRS syndiqué à Alliance. Pour convaincre certains collègues de voter pour toi, ça aide. Le syndicat te paie téléphone, billet de train ou d'avion, hôtels et restos, et parfois te fournit une carte de crédit. » Le ministère de l'Intérieur sait aussi se montrer compréhensif avec des militants influents. **L'un d'eux, responsable de SGP-FO, en avait assez dormi à l'hôtel lors de ses nombreuses « descentes » à Paris. Et puis, de temps à autre, il tenait à faire profiter sa moitié des joies de la capitale. Généreux, l'Etat lui a dégagé une garçonnière, à loyer très modéré, du côté de la Porte Vincennes. Avec vue sur un commissariat ? « Je ne connais pas de cas d'enrichissement personnel », nuance Jean-Paul**

BACHET, ancien ponte de la Place Beauvau et interlocuteur privilégié des syndicalistes durant plusieurs décennies. En revanche, le haut fonctionnaire reconnaît que, « pour certains, être petit ou grand responsable de son syndicat est une rente viagère ». Sans parler du prestige. « **Du jour au lendemain, de simples gardiens de la paix deviennent les interlocuteurs privilégiés des patrons, poursuit Bachet. Certains en viennent à se prendre pour des préfets !** » Ainsi, Frédéric Péchenard, l'actuel directeur général de la police nationale, a l'habitude de recevoir les syndicalistes au Bristol. **A la même table que Sarkozy ! Forcément, ça change de la cantine...**

Promotions accélérées Le ministère sait également soigner les carrières. **On ne compte plus les simples gardiens passés brigadiers majors grâce à leurs hauts faits syndicaux. « Dans les négociations paritaires sur les avancements, il y a toujours un quota réservé aux syndicalistes »,** admet un permanent de l'Unsa Police. Certains petits chefs sont ainsi devenus de grands patrons. Comme Emile Perez, issus des Renseignements généraux et ancien secrétaire général des commissaires, qui occupe actuellement les fonctions de directeur de la

coopération internationale, après avoir fait un détour comme attaché de police l'ambassade de Washington. Ancien secrétaire général adjoint du même syndicat de commissaires (le schtroumpf », en langage poulaga), André-Michel Ventre a lui aussi touché le gros lot. En quelques années, ce simple divisionnaire a pris la tête de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure. Des carrières stratosphériques qui ne doivent rien bien entendu au fait que Perez et Ventre sont des amis d'Alain Bauer, président de l'Observatoire national de la délinquance, ancien grand maître du Grand Orient et, accessoirement, conseiller officieux de Sarko... Mais, comme chacun sait, la politique n'a rien à voir avec le syndicalisme. Surtout chez les poulets. **C'est sans doute la raison pour laquelle Jean-Claude Delage, numéro un d'Alliance, est un (modeste) militant UMP. Il faut que les élections professionnelles approchent pour l'entendre critiquer (mollement) la politique du chiffre de Sarkortefeux. Quant à Philippe Capon, patron de l'Unsa Police, il a adhéré au PS lors de la dernière campagne présidentielle. « Et encore, en profitant de la carte à 20 euros ! »** raille un de ses collègues. Ça doit s'appeler un placement...